

Quand Wikileaks démonte Libération (concernant le Honduras) (1.12.10)

On se souvient de la complaisance immédiate de la presse française, Libération en tête, pour le coup d'état perpetré au Honduras, dont le régime de facto continue depuis d'assassiner ou a "disparaître" des centaines d'opposants. Un des arguments des journalistes français était que le président Zelaya aurait voulu se permettre au pouvoir. Les premiers documents publiés par WikiLeaks apportent un clair démenti à cette vision.

Le président chassé renversé, Manuel Zelaya a dénoncé dans une entrevue exclusive à TeleSUR ce 29 novembre la double morale des États-Unis qui savaient que son exil et le gouvernement de facto de Roberto Micheletti attentaient contre la constitutionnalité au Honduras, mais n'en ont pas tenu compte. Au contraire ils ont encouragé puis avalisé des élections frauduleuses tandis que la résistance se pressait autour de l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa où il se tait toujours.

Ce document va nous permettre de saisir la Cour Pénale Internationale et des Droits de l'Homme pour dénoncer les États-Unis comme état violeur des droits humains puisqu'il n'a pris aucune mesure contre le coup d'état et que les révélations de WikiLeaks démontrent leur implication et leur volonté de couvrir ce qu'ils savaient être un délit.

Manuel Zelaya s'tonne du contre des médias internationaux qui ont occulté la vérité, totalement ou en partie, alors qu'on savait déjà, avant la publication de WikiLeaks, que Washington était complice du coup d'état.

Le président renversé a déclaré que les services secrets nord-américains connaissaient le coup d'état et les plans de nettoyage idéologique des faucons de Washington, en particulier l'assassinat de journalistes et la répression de la dissidence, non seulement sous le régime de Micheletti mais aussi sous celui de Lobo.

Le président considère que le gouvernement d'Obama est dans l'obligation pressante de répondre pour la violation des droits de l'homme au Honduras. Zelaya souligne le paradoxe de la mention récente par les États-Unis que l'évaluation des droits de l'homme n'était pas un préalable à la discussion sur le retour du pays central américain au sein de l'Organisation des États Américains (OEA).

Dans le texte révélé par WikiLeaks (*), l'ambassade des États-Unis au Honduras reconnaît qu'il n'a jamais démontré que le président Zelaya ait enfreint la loi et affirme que l'argument selon lequel il voulait se permettre au pouvoir était une pure supposition.

Le document révèle que les arguments employés par Micheletti, les militaires et les politiques putschistes n'ont pas de valeur substantielle et ajoute que certains sont ouvertement faux.

Le rapport considère que plusieurs des mesures effectuées par les putschistes furent clairement illégales comme le fait que les militaires ont chassé Zelaya du pays sans autorité pour le faire, ce qui

a viol de multiples garanties constitutionnelles, dont l interdiction d expatriation, la pr somption d innocence et le droit un proc s1 gal .

Les tats-Unis sont le pays qui a le plus tard appliquer des sanctions la suite du coup d tat contre le pr sident Zelaya, alors que d autres gouvernements comme ceux de l Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Am rique (ALBA), et du March Commun (Mercosur), se sont prononc s imm diatement contre le coup d tat.

Au bout de 73 jours, les tats-Unis avaient d cid de suspendre l aide du Compte pur le D fi du Mill naire destin e au pays centram ricain, pour l ordre de 11 millions de dollars, mais quelques mois plus tard la secr taire d tat Hillary Clinton annon ait le r tablissement des relations et de l aide financi re au r gime de Porfirio Lobo.

(*) Le texte de Wikileaks manant de l ambassade tats-unienne au Honduras ici : <http://cablegate.wikileaks.org/cable/2009/07/09TEGUCIGALPA645.html>

(Source : www.telesurtv.net Traduction : Thierry Deronne)